

Appel de Bagnaux : un appel pour un peu d'espoir

Blog d'Alain Rajaonarivony – 10/01/10

Sobika.com a sorti l'appel de Bagnaux le 6 janvier, jour de la réunion du GIC (Groupe international de contact) à Addis-Abeba. Depuis, il a provoqué beaucoup de vagues aussi bien dans les forums, lieux d'expression des simples citoyens, que dans la classe politique.

Pour rassurer l'éditorialiste de Tribune, qui a publié aussi ce manifeste, **cet appel a été bien lancé et il est authentique**. Et malgré les démentis de certains états-majors, la plupart des participants disposaient d'une autorité reconnue au sein de leurs associations ou partis. Le MFM a émis des réserves. Un de ses membres importants a approuvé la réunion mais précisé que seul le président de MFM France avait qualité à engager le groupe. Ce fut fait cependant avec beaucoup de tact vis-à-vis des autres signataires comme en témoigne leur mail. «...Néanmoins, après concertation avec le secrétaire général du MFM, Olivier Rakotovazaha et le président Manandafy Rakotonirina, ils n'ont formulé aucune objection ni sur le contenu, ni sur la démarche de l'appel. Considérons ce petit incident comme clos».

La démarche volontariste de ces responsables politiques de la diaspora, venus de différents horizons, véhicule des valeurs positives comme la tolérance et le respect, absentes actuellement dans la confrontation politique à Madagascar. Ayant la chance d'habiter dans des pays authentiquement démocratiques, ils savent qu'il est possible d'avoir de profondes divergences d'opinion tout en ayant un socle de valeurs communes : le respect de la vie humaine et des libertés fondamentales entre autres.

Cet appel préconise le dialogue et une solution politique consensuelle. C'étaient les revendications principales des légalistes après le clash de la fin de l'année. Il n'est donc pas étonnant que le représentant de cette tendance, après en avoir référé par téléphone au plus haut, c'est-à-dire à Marc Ravalomanana, devant les autres participants, ait aussi apposé sa signature. Ce geste, hautement symbolique, a provoqué l'exaspération d'anciens Tim (parti de l'ex-président) qui ont intégré le GTT (association légaliste) en tentant d'en prendre le contrôle.

Organès Rakotovao, représentant le TGV (soutenant Andry Rajoelina) estime comme un devoir de montrer qu'il est possible de se parler entre adversaires politiques. Il a lui aussi signé. Chacun avait à l'esprit la nécessité de l'exemplarité : les Malgaches doivent pouvoir débattre et échanger sans que cela puisse être considéré comme une trahison ou un signe de faiblesse. Ce n'est apparemment pas l'avis de certains responsables de leurs bureaux respectifs à voir la pluie de démentis pour les désavouer.

Mamy Andriamasomanana a prêté sa plume mais n'était pas la force invitante. Il figure parmi les cibles des extrémistes. Rappelons qu'en 2002, il a été le mandataire officiel de Marc Ravalomanana. Il est aussi l'un des initiateurs de l'acte additionnel d'Addis-Abeba instituant les co-présidences. Il dispose en outre de l'estime d'Andry Rajoelina, de Didier Ratsiraka et d'autres dirigeants et n'a cessé de prôner une solution préservant la dignité des uns et des autres.

Ces signataires ont montré que la voie de la violence n'était pas inéluctable. Ils ont insufflé l'espoir. Toutefois, Madagascar est si loin de l'Europe qu'il faudrait beaucoup de chances pour que l'appel parvienne à ses destinataires. Mais parfois, il faut y croire...

Dans l'article 10 de son communiqué final le 7 janvier, le GIC demande «...aux Mouvances politiques malgaches de revenir de bonne foi à l'esprit de compromis et de consensus qui a permis la négociation et la signature des Accords de Maputo des 8 et 9 août 2009 et de l'Acte additionnel d'Addis-Abéba du 6 novembre 2009». Et aussi «...de s'abstenir de tout propos et de toutes actions susceptibles de compliquer la recherche d'une solution durable ou de constituer des menaces contre la sécurité des personnes et des biens». Bref, de dialoguer et d'éviter toute violence, verbale ou physique... comme des démocrates civilisés !

Alain Rajaonarivony

Pour ceux qui n'ont pas encore lu l'appel malgré sa relative large diffusion ou qui veulent l'analyser en profondeur, voici le texte intégral.

L'appel de Bagnaux

Déclaration commune, consensuelle et inclusive des représentants à l'étranger, plus particulièrement en France et en Europe, des organisations politiques et des associations engagées dans une recherche démocratique de sortie de crise à Madagascar suivantes (par ordre alphabétique des présents) :

Alliance Malagasy Dispo, Arema France, Assidu Madagascar, Avi France, CRN France, France Capedsm, Avi France, Gtt international, Hetsika Diaspora, HPM France, Leader France, MDSM Europe, MFM France, Monima France, Reseau Tsiamialonjafy, TGV France, Tim France, Zanak'avaratra France

Les représentants à l'étranger, plus particulièrement en France et en Europe, des organisations politiques et des associations engagées dans une recherche démocratique de sortie de crise à Madagascar font état de leur volonté partagée de porter un appel commun en direction à la fois

- des dirigeants politiques de la Présidence et du gouvernement de «la Haute Autorité de la Transition»,
- de l'ensemble des acteurs de la vie publique à Madagascar (partis politiques, corps constitués, «société civile», autorités militaires, pouvoirs administratifs, etc.)
- de la communauté internationale représentée par les chancelleries locales et le «groupe international de contact» - devant se réunir à partir du 6 janvier 2010 - sur Madagascar.

Cet appel rassemble les premiers signataires

- sans renier, ni leurs loyautés d'affiliation politique respectives, ni chacune de leurs appréciations des causes et des conséquences de la crise politique à Madagascar ou des aspirations des uns et des autres à de légitimes évolutions de la situation locale, démocratique et politique, économique et sociale, humaine et environnementale ;
- Sans occulter leurs différences voire leurs oppositions de jugement au regard des dispositions engagées par le pouvoir dirigé par «le Président de la Haute Autorité de la Transition», Monsieur Andry Nirina Rajoelina ;
- Sans présager, ni des futures alliances ou compétitions politiques des uns et des autres, ni des éventuelles nuances ou divergences de déclinaires quant aux exigences de cadrage des consultations et des élections démocratiques à venir.

Cet appel exprime un profond regret au regard de l'impasse et l'impossibilité avérées de mise en œuvre des accords consentis et signés à Maputo le 9 août 2009, puis amendés par les accords additionnels d'Addis-Abeba le 7 novembre 2009.

Regret d'abord que les parties signataires n'aient pu trouver l'entente recherchée depuis 9 mois en vue d'une conclusion démocratique de cette crise politique et institutionnelle, devenue crise économique et sociale pour Madagascar et sa population.

Regret ensuite que les dispositions prises par les partenaires et bailleurs internationaux en rétorsion à l'encontre des désaccords entre les mouvances politiques aient comme principale victime la population malgache, en particulier sa partie la plus fragile et la plus désœuvrée.

Regret enfin que le prolongement de cette crise vienne compromettre durablement

- l'unité nationale et l'indivisibilité de la République, la paix civile et les libertés publiques, l'unité et la neutralité des forces armées, jusqu'alors difficilement préservées, devenues précaires et fragiles,

- et tout simplement les chances d'un pays et d'une population à recouvrer des institutions, consultations et délibérations démocratiques souveraines et apaisées, un développement économique, une cohésion sociale et un progrès humain sécurisés et respectueux de son environnement.

Cet appel réaffirme aussi un attachement résolu aux valeurs, principes et missions qui devaient prévaloir durant cette période transitoire : notamment « œuvrer pour une transition neutre, inclusive, pacifique et consensuelle, en vue de l'organisation d'élections régulières, justes, transparentes, équitables et crédibles et de la mise en place d'institutions démocratiques et stables ».

Réaffirmer qu'aucun patriote responsable ou dirigeant politique, aucune personne attachée à la terre et au peuple de Madagascar, ne peut avoir intérêt à un fiasco institutionnel et politique, économique et financier, social et humain, de cette transition, sauf éventuellement quelques esprits licencieux qui se complaisent à espérer un jour gouverner un pays en ruine, une population à l'abandon et un État de non-droit.

Cet appel se veut enfin une preuve

- qu'il reste possible de réifier une réelle consensualité au nom d'un ardent, sincère et effectif « intérêt supérieur de la Nation » ;

- qu'il est possible de se résoudre à s'entendre sur une décision importante, une orientation décisive ou des exigences partagées sans tenter,

o ni d'effacer le passé – ses bienfaits, ses alexies ou ses servitudes,

o ni de compromettre l'avenir – ses espoirs, ses enjeux ou ses inquiétudes, simplement parce qu'ils ne répondent pas aux exigences personnelles urgentes, aux injonctions partisans paradoxales et aux facilités apparentes actuelles.

Précisément, cet appel – qui interpelle les entités nationales et internationales énoncées en préambule - est une convergence consentie sur les quatre points suivants :

1. éviter résolument toute disposition et gouvernance transitoires qui seraient unilatérales et n'auraient pas été soumises à des concertations contradictoires et des délibérations apaisées pour déboucher sur des décisions consensuelles donnant effectivité à la sortie de crise ;

2. diligenter la tenue d'un exercice démocratique – transparent et sincère - visant à évaluer les forces politiques qui assureraient la nécessaire consensualité et l'utile inclusivité des entités qui présideront à l'émergence des nouvelles institutions républicaines, démocratiques et pérennes ;

3. mettre en place des instances – dans l'esprit des engagements consentis – réellement indépendantes devant assurer la transparence, la crédibilité et la reconnaissance de cet exercice électoral et de ses résultats - nationalement et internationalement ;

4. commettre une invitation ambitieuse et exemplaire, à des débats - ni partisans, ni complaisants – qui doivent rendre les règles du jeu électoral – dates et délais, cadre légal, surveillance, financement, etc... - démocratiques et consensuelles parce que voulues par la majorité de nos compatriotes et admises par nos partenaires internationaux.

Rien ne doit être figé, tout doit être constructif pour la réalité de Madagascar et le sens de son histoire. Enfants de Madagascar, nous ne saurons jamais faillir aux forces sacrées de cette terre qui nous rappellent que nos ancêtres nous condamnent à la justice, car au final, ne sera juste que ce qui réussira pour notre «Tanindrazana masina».

Cet appel de Bagnaux - se plaçant au-dessus des controverses vainement partisans et dilatoires - est un engagement – à la fois recommandation et avertissement - pour donner effectivité à ces intentions, pour donner réalité à ces convictions partagées.

Réhabiliter la participation politique, nous mobiliser pour un prochain exercice électoral sincère, délibérer en proposant ou en s'opposant sereinement, est une manière de contribuer à payer notre dette envers la terre de nos ancêtres qui est aussi celle des générations à venir.

Fait à Bagneux le lundi 4 janvier 2010

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/>